

extraeuropéens, aux contraintes inexistantes ou sans commune mesure avec les nôtres en termes de salaires, droit du travail, intrants, médicaments, hormones et OGM... On rappelle le salaire minimum en Turquie, pays qui, grâce à un traité de libre-échange signé en 1996, est quasiment intégré au marché européen : 475 euros ! Ce revenu est presque luxueux si nous le comparons avec le salaire minimum de l'Ukraine, 190 euros par mois, et même avec son salaire moyen, 430 euros ! C'est pourtant ce pays que nos dirigeants veulent faire entrer toutes affaires cessantes dans l'Union européenne. Pas étonnant que le poulet ukrainien, dont la production est presque entièrement entre les mains d'un seul et unique oligarque, soit devenu le symbole de ce que les agriculteurs de toute l'Europe, de la Pologne à la France, rejettent.

Petit à petit, les parts de marché de l'agriculture française s'effondrent, jusqu'à remettre en cause l'indépendance alimentaire du pays. Pour la première fois en cinquante ans, la balance commerciale agricole de la France a été négative en 2025.

Les paysans français sont en train de mourir dans l'indifférence. Alors même que la plupart embrassent ce métier avec passion, qu'ils y consacrent leur énergie, leur savoir-faire, leur ferveur, non seulement ils n'en vivent pas, mais ils en meurent ! Littéralement puisque l'on compte un suicide tous les deux jours. Ce modèle, dans lequel ils sont incités à s'endetter pour produire de plus en plus alors qu'ils n'ont aucune chance d'être compétitifs sur un marché où tout est forcément moins cher, a encore fait disparaître 10 % des exploitations entre 2020 et 2023. On en compte moins de 300 000 aujourd'hui contre 1 million en 1960. Si l'on excepte les grandes fermes céréalières ou les produits haut